

Sécheresse : «Et si on gérait les ressources à l'échelle mondiale ?»

Par Olivier Gossner et Jean-Baptiste Michau

Publié il y a 5 heures, mis à jour il y a 4 heures

[Copier le lien](#)



Écouter cet article

00:00/07:17



«Les propositions climatiques actuelles, aussi vertueuses soient-elles, ne prennent pas la mesure internationale du problème.» *olyapon / stock.adobe.com*

FIGAROVOX/TRIBUNE - Alors que plusieurs départements français sont frappés par la sécheresse, les économistes Olivier Gossner et Jean-Baptiste Michau plaident pour la création d'une «Organisation des ressources sans frontières», qui serait chargée de gérer les ressources partagées à l'échelle mondiale.

Olivier Gossner est directeur de recherche CNRS et Professeur d'économie à l'École Polytechnique.

La crise climatique est un défi colossal et une préoccupation majeure des Français, notamment des jeunes générations. Confrontés à ce défi, nos gouvernements, comme ceux de nos alliés européens, investissent massivement pour décarboner nos économies. Le rapport de Jean Pisani-Ferry pour France Stratégie propose une thérapie de choc pour accentuer cet effort. Toutefois, ces propositions, aussi vertueuses soient elles, ne prennent pas la mesure internationale du problème et sont par conséquent insuffisantes pour enrayer le réchauffement climatique.

“ La principale conséquence de notre politique environnementale est d'appauvrir notre économie, sans véritablement enrayer le réchauffement climatique.

Olivier Gossner et Jean-Baptiste Michau

Rappelons que la France est responsable de 1% des émissions de dioxyde de carbone (dont 0,3% par le biais de nos importations). Autrement dit, 99% des émissions subies en France sont imputables au reste du monde. L'Union Européenne est quant à elle responsable de moins de 10% des émissions (dont 1,7% importées). Chaque année, nos efforts considérables sont écrasés par l'augmentation des émissions chinoises, qui dépassent 30% des émissions mondiales, en quasi-intégralité pour leur consommation domestique. La taxe carbone aux frontières de l'Union Européenne nous force à réduire la pollution induite par nos importations, mais elle n'a pas d'impact sur les émissions que les autres pays génèrent pour leur propre consommation. Or, pour préserver la planète, l'objectif ne doit pas être une décarbonation nationale ou européenne, mais mondiale. Ainsi, la principale conséquence de notre politique environnementale est de miner la compétitivité de nos industries et d'appauvrir notre économie, sans véritablement enrayer le réchauffement climatique.

Nous sommes tous parfaitement conscients, souvent avec résignation, que notre planète court à sa perte. Face à cet échec patent, il est impératif d'éviter deux écueils : baisser les bras, ou se contenter de se donner bonne conscience en adoptant une attitude exemplaire face au désastre annoncé. Un tel renoncement serait moralement condamnable. La France doit prendre les devants dans la résolution de la crise climatique !

La crise climatique obéit à une logique économique de «tragédie des biens communs». Chaque individu et chaque pays génère une pollution bénéfique pour ses propres activités, mais nuisible pour l'ensemble de la planète. Ainsi, le réchauffement climatique est un problème mondial dans lequel les effets produits par chacun sont ressentis par tous. Du point de vue de la théorie des jeux, il s'agit d'un vaste problème de tragédie des biens communs, comme décrit par l'écologue américain Garrett Hardin en 1968.

À lire aussi | «Une économie de guerre pour lutter contre le changement climatique serait incompatible avec notre démocratie»

Dans cette équation, nos efforts nationaux n'ont de sens que s'ils s'inscrivent dans une démarche collective à l'échelle mondiale. De ce point de vue, les accords internationaux (Protocole de Kyoto, COP 21, COP 26) ont été des échecs, victimes du problème du passager clandestin : chaque pays a intérêt à ce que les autres fassent les efforts à sa place. Là est le nœud du problème ! Par conséquent, soit les accords manquent d'ambition (COP 21, COP 26), soit ils ne sont pas signés par suffisamment de pays (Kyoto).

Heureusement, l'Union européenne, avec le plus grand marché mondial (16 300 milliards de dollars de PIB), dispose d'un puissant instrument politique et diplomatique pour changer la donne. Pour impliquer tous les pays du globe dans une dynamique de résolution de la crise climatique, nous proposons que l'Union Européenne s'engage, d'ici 2030-2032, à cesser tout échange commercial avec les pays qui ne participent pas à l'effort nécessaire à la préservation de notre planète.

“ Au-delà de la crise climatique, cette organisation aurait pour mission de traiter d'autres défis écologiques mondiaux qui nécessitent une action urgente.

Olivier Gossner et Jean-Baptiste Michau

La menace commerciale ainsi brandie, bien calibrée et expliquée, sera suffisamment dissuasive pour ne pas avoir à être mise en œuvre, et constituera la première pierre d'une coalition mondiale pour le climat. Avec une telle mesure, il deviendra dans l'intérêt de chaque pays de contribuer à la préservation de notre planète. William Nordhaus (lauréat du prix Nobel d'économie en 2018 pour ses travaux sur le sujet) souligne que la création d'un club climatique est la seule manière de surmonter le problème du passager clandestin. De par sa place au sein de l'Union Européenne, la France est idéalement située pour amorcer cette stratégie, qui est pratiquement la seule capable d'éviter la catastrophe annoncée. Nos partenaires européens attendent un tel leadership de la part de la France. Et, sur le fond, les autres grandes puissances mondiales, comme la Chine et les États-Unis, auront tout intérêt à soutenir cette démarche car leur croissance à long terme est également tributaire de la préservation de notre environnement partagé.

Nous appelons à la création d'une Organisation des ressources sans frontières, chargée de gérer les ressources partagées à l'échelle mondiale. Au-delà de la crise climatique, cette organisation aurait pour mission de traiter d'autres défis écologiques mondiaux qui nécessitent une action urgente. Voici trois autres défis, chacun représentant une tragédie des biens communs à l'échelle planétaire :

- La dégradation des océans, victimes de surpêche et de pollution au plastique;
- La résistance aux antibiotiques, exacerbée par les pratiques de l'agriculture intensive;
- L'accumulation de débris spatiaux.

On pourrait ajouter la perte de biodiversité, bien que ce problème ait une forte dimension régionale (chaque région du monde ayant intérêt à préserver sa biodiversité, indépendamment des efforts déployés ailleurs sur la planète).

L'Organisation des ressources sans frontières, en charge des problèmes climatiques, des océans, des bactéries et virus, et de l'espace, aurait un triple rôle :

- Documenter les menaces pesant sur ces ressources communes, en étant transparente sur le degré d'incertitude auquel nous sommes confrontés ;
- Définir les efforts à fournir à l'échelle mondiale pour gérer au mieux ces ressources ;
- Vérifier que les engagements pris par les pays sont respectés et prononcer l'exclusion des pays ne respectant pas ces engagements.

La répartition des efforts entre les pays serait déterminée par des accords internationaux, sur proposition de cette nouvelle organisation. Pour garantir son efficacité, l'organisation serait non-politique et ne traiterait en aucun cas des conflits, des droits de l'homme ou de la démocratie.

À lire aussi | *Le réchauffement climatique se poursuit à un rythme inédit*

À l'horizon 2030-2032, l'accès au marché unique de l'Union européenne serait conditionné à l'adhésion à cette Organisation des ressources sans frontières. On pourrait également envisager que cela soit une condition pour un octroi facilité des visas. L'idée est que, dans une ou deux décennies, il nous semblera tout aussi inconcevable de commercer avec un pays qui refuse de contribuer à la préservation de notre planète, qu'il est aujourd'hui inconcevable d'échanger avec un pays pratiquant l'esclavagisme ou soutenant le terrorisme.

Après tant de tergiversations, le moment est venu de nous engager dans une résolution véritable de nos problèmes environnementaux. La planète ne peut plus attendre !